

Depuis 1946, la IV^e République (1946-1958) est confrontée à des problèmes de stabilité. Vingt quatre gouvernements se succèdent entre 1947 et 1958. A cela s'ajoute depuis 1954 la guerre d'Algérie, que le gouvernement n'arrive pas stopper. Le nouveau Président du Conseil Pierre Pflimlin, déclenche la crise du 13 mai 1958, lorsqu'il propose la négociation avec le FLN (Front de libération nationale : indépendantistes algériens). Ce qui abouti au retour du Général De Gaulle au pouvoir et à la fin de la IV^e République.

Pb : Comment De Gaulle instaure-t-il une nouvelle République fondée sur le pouvoir présidentiel ?

I- La présidence du général De Gaulle

Le Général De Gaulle accepte, le 1^{er} juin 1958 de devenir le nouveau Président du Conseil, seulement si des réformes institutionnelles sont effectuées. Dès lors, le 28 septembre 1958, un référendum est proposé aux Français, concernant la création d'une nouvelle Constitution et donc d'une Ve République. Les Français acceptent et en décembre 1958 le Général est élu Président de la République.

Sous sa présidence la posture du Président va totalement évoluer :

- Il renforce le pouvoir exécutif
- Le président sera élu au suffrage universel direct (référendum de 1962)
- Il utilise les médias pour asseoir son image et son autorité
- Il se donne des pouvoirs dans les domaines de la politique étrangère et la défense
- Il dote le France de l'arme nucléaire (1960), ce qui lui permet d'affirmer sa force sur le plan international
- Il fait sortir la France de l'OTAN (1966), pour s'émanciper des Etats-Unis (qu'il n'aime pas). Mais maintient la France dans l'Alliance Atlantique.
- Il met fin à la guerre d'Algérie (1962) et proclame l'indépendance des colonies d'Afrique noire (1960).

II- La crise de Mai 1968 et le départ de De Gaulle

La politique parfois trop traditionnelle et la rigueur du Général, amènent de nombreuses critiques, notamment de la part des plus jeunes. En 1965, lors des élections présidentielles le Général n'est pas élu au premier tour, mais doit affronter au second le candidat de la gauche (François Mitterrand).

A cela s'ajoute en mai 1968, les révoltes étudiantes, puis ouvrières (grèves et manifestations réprimandées dans la violence) qui paralysent la France. Cette crise met en avant le mal être des jeunes de l'époque, qui souhaitent s'émanciper de l'autorité parentale forte et indirectement de la politique paternaliste de De Gaulle. Le 27 mai 1968, le premier ministre Georges Pompidou, signe avec les syndicats et le patronat les Accords de Grenelle (augmentation de salaire...), cela sera refusé par les ouvriers. Le 30 mai, De Gaulle dissout l'Assemblée Nationale et provoque de nouvelles élections législatives en juin. Le parti Gaulliste écrase la gauche. Le Président montre son pouvoir, même si dernier est affaibli.

En avril 1969, un nouveau référendum est proposé aux Français sur la réforme des institutions. Cette fois-ci, ils disent non. Devant cet échec De Gaulle préfère démissionner et se retirer de la vie politique à 79 ans. Il meurt un an plus tard.

LA VE REPUBLIQUE après De Gaulle

Pb : Comment les institutions de la Vè République évoluent-elles ? Et comment prennent-t-elles conscience des multiples transformations de la société ?

I- Des lois qui s'adaptent à l'évolution de la société

Durant son mandat, Georges Pompidou, ancien premier ministre de De Gaulle, poursuit sa politique. Valéry Giscard d'Estaing mène une politique d'adaptation des lois à l'évolution de la société :

- Loi autorisant l'avortement (1975)

- Majorité abaissée de 21 à 18 ans

L'adaptation des lois à l'évolution de la société continuera ensuite, avec par exemple l'abolition de la peine de mort (1981) ou la création du Pacs (1999). Aujourd'hui la légalisation du mariage et de l'adoption pour les couples homosexuels.

II- Les alternances (sous la présidence de François Mitterrand)

En 1981 a lieu la première alternance : François Mitterrand est le premier président de gauche de la Ve République.

Son arrivée au pouvoir marque une volonté de changement de la part de la majorité des électeurs. Et la politique des premières années de son mandat est très différente de celle de ses successeurs de droite : hausse des salaires et des revenus sociaux, diminution du temps de travail, abaissement de l'âge de départ à la retraite, semaine supplémentaire de congés payés, création de l'impôt sur les grandes fortunes (ISF), nationalisations...

Mais son échec à empêcher la hausse du chômage et des inégalités entraîne la défaite de la gauche aux élections législatives de 1986 et l'arrivée au pouvoir de la droite (première cohabitation).

Cette nouvelle alternance est marquée à nouveau par un changement de politique puisque le gouvernement de Jacques Chirac supprime l'ISF, facilite les licenciements et vend les entreprises nationalisées.

Depuis, l'alternance est devenu un phénomène normal de la vie politique française, la droite et la gauche se succédant au pouvoir.

III- Les cohabitations (sous la présidence de Jacques Chirac)

En 1997 la gauche gagne les élections législatives alors que le président Chirac est de droite. Jacques Chirac doit nommer le chef de la nouvelle majorité Premier ministre. La France a alors un président de la République de droite et un Premier ministre de gauche.

Conformément à la Constitution, c'est le Premier ministre Lionel Jospin qui définit et conduit la politique de la nation et met en place son programme (réduction du temps de travail, PACS...). Le président de la République, sans majorité, perd alors l'essentiel de son pouvoir, et ne peut s'opposer aux lois votées par la nouvelle majorité.

La cohabitation n'entraîne pas de crise majeure mais pose plusieurs problèmes :

- Elle trahit l'esprit de la constitution qui veut que le président soit le chef de l'exécutif

- Elle donne lieu à des tensions au sommet de l'Etat, comme lorsque le président critique à la télévision la politique du Premier ministre.

- Elle pose problème dans le domaine de la politique extérieure, qui relève à la fois du gouvernement et du président.

C'est pourquoi Jacques Chirac organise, avec l'accord de Lionel Jospin, un référendum sur le quinquennat en 2000. Désormais le président et l'Assemblée nationale sont élus en même temps et pour la même durée, et la cohabitation est quasiment impossible.

IV- La crise et la montée de l'extrême-droite

Aucun gouvernement, qu'il soit de droite ou de gauche, n'a réussi durablement à stopper la montée du chômage et des inégalités depuis la fin des Trente Glorieuses.

Cette longue crise sociale a entraîné une perte de confiance d'une partie de plus en plus importante des citoyens dans les partis de gouvernement de droite et de gauche.

Durant la même période le Parti communiste s'est lentement effondré. C'est donc l'extrême-droite qui a « bénéficié » de cette crise politique. Le Front national a connu un essor très rapide à partir du début des années 1980, jusqu'à parvenir au second tour de l'élection présidentielle en 2002.

Depuis quelques années, la Ve République est remise en cause par les extrêmes de droite ou de gauche. C'est derniers souhaitant, y mettre un terme et lancer une VIe République.